

COMMÉMORATION DE L'ARMISTICE DU 11 NOVEMBRE 1918

Discours du 11 novembre 2021

Madame la députée,

Madame la sénatrice,

Madame la conseillère départementale,

Monsieur le conseiller départemental,

Mesdames et messieurs les adjoints au maire,

Mesdames et messieurs les membres du conseil municipal,

Mesdames et messieurs les représentants des associations d'anciens combattants et de la mémoire,

Mesdames et messieurs les représentants des administrations et des services de l'État et du département,

Mesdames et messieurs les présidents d'association,

Mesdames et messieurs,

La décision de faire du 11 novembre un jour férié a été prise en 1922. Il s'agissait de donner du temps pour rendre hommage officiellement aux combattants de la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui nous sommes peu nombreux à assister à cette cérémonie. Cette guerre est désormais apparaît lointaine. La mémoire s'efface. Le dernier des Poilus français est décédé en 2008. Notons au passage qu'il était né italien. Les classes vaquent le 11 novembre mais peu ou pas d'enfants sont ici aujourd'hui, Peu ou pas d'enseignants pour les accompagner.

J'ai demandé à Sylvie DESMOND, adjointe au maire en charge, en particulier, de notre mémoire communale, de réfléchir avec le service périscolaire et les enseignants s'ils le souhaitent, à une manière de revivifier ce souvenir en donnant de la chair aux noms inscrits sur notre monument aux morts. Merci Sylvie, qui a déjà travaillé cette question entre 2014 et 2018.

En 1914 l'Europe géographique est le continent le plus peuplé. Son économie est prospère, en particulier en raison de empires coloniaux que certains de ses pays se sont constitués. Je veux parler de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Italie et du Portugal. Mais l'Europe est divisée par des conflits au sujet de certaines possessions coloniales ainsi que par des tensions internes, en particulier dans les Balkans, dont la crise sera à l'origine du premier conflit mondial.

Trente ans et un second conflit mondial plus tard, l'Europe économique et politique naît. Et elle naît de la volonté d'une paix durable avec l'objectif de rendre impossible le retour de régimes fasciste ou nazi en érigeant la démocratie et l'humanisme comme socles de notre fonctionnement commun. Certes l'économie et son libéralisme ont pris une place trop prégnante dans la vie européenne, peut-être son élargissement a-t-il été trop rapide et trop généreux, bien sûr le Royaume-Uni l'a quittée pour retrouver son insularité, mais cette Europe a permis la paix depuis soixante-dix ans.

Mais des vents mauvais soufflent depuis quelques années sur notre continent. Des pays européens, des pays qui ont fait le choix, sans contrainte extérieure, d'appartenir à l'Union européenne, s'éloignent de notre idéal démocratique et humaniste. La xénophobie devient chez eux une valeur gouvernementale, le nationalisme un principe politique et le droit une arme d'attaque contre les droits démocratiques. L'immigré est le danger, encore plus grand s'il est musulman.

Ces vents mauvais soufflent de plus en plus fort dans notre propre pays, ce pays pour lequel 1 400 000 soldats de l'armée française sont morts. Parmi eux, près de 100 000 « coloniaux » originaires d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, d'Afrique noire, de Madagascar et d'Indochine. Cela est souvent oublié...

Ces vents mauvais, ces démons contre lesquels beaucoup se sont battus entre 1940 et 1945, sont en train, en France, de gonfler les voiles d'une campagne électorale présidentielle extravagante qui voit des non candidats monopoliser nos moyens

d'information pour y développer largement leurs idées nauséabondes. Une campagne électorale qui voit des presque candidats vouloir fracasser le ciment qui nous lie tous, c'est à dire l'État de droit et la République. Priorité nationale, renvoi des immigrés non européens sont en totale contradiction avec notre socle de vie commune et avec notre constitution. Ils veulent créer une France qui n'a jamais existé. Ces gens-là simplifient, caricaturent, manipulent, réécrivent le passé pour nous faire croire qu'il a existé une France éternelle qui vivrait un présent d'apocalypse.

Quand ceux-là veulent détruire la République, d'autres crient avec ces loups pour attirer le chaland, renforçant les liquidateurs de notre socle commun de valeurs. Et ceux qui devraient la défendre émiettent leurs efforts dans des combats fratricides perdus d'avance.

Mesdames, messieurs, je me suis permis ces paroles car il n'y aura pas d'autre cérémonie patriotique avant l'élection présidentielle des 10 et 24 avril 2022.

Le conseil municipal a été élu sur deux valeurs : solidarité et humanisme. J'ai souhaité le rappeler aujourd'hui.

Je vous demande de ne pas vous laisser emporter par ces vents intimement contraires à cette si belle universalité qui est notre bien commun.

Ne vous laissez pas prendre dans les filets des naufrageurs de la République.

Je termine en vous lisant le préambule de la constitution de 1946, intégré à celle de 1958 :

« Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République. »

Je vous remercie.

Pierre Gachet, Maire de Créon